

M. Marcel Lessard (secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture): Le ministère m'a assuré que le programme d'encouragement à la culture herbagère est toujours en vigueur. Bien qu'on l'ait très bien accueilli, ce programme pourrait encore s'étendre à deux autres millions d'acres de terre propre à la culture herbagère. Des révisions ont été apportées au programme, dont les détails figureront dans un communiqué qui sera remis cet après-midi aux députés.

* * *

LES DROGUES PSYCHOTROPES

LA POSITION DU GOUVERNEMENT QUANT À LA MARIJUANA

M. P. B. Rynard (Simcoe-Nord): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. En raison du vif intérêt que suscite le rapport impatientement attendu de la Commission LeDain sur la marijuana, qui, selon le ministre, est sur le point d'être publié, le ministre dirait-il à la Chambre si le gouvernement a l'intention d'expliquer clairement sa position cette fois?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Si le député veut savoir si le gouvernement prendra clairement position sur un rapport qu'il n'a pas encore reçu, la question n'est pas très pertinente. S'il veut savoir si le gouvernement analysera le rapport quant il l'aura, la réponse est affirmative.

M. Rynard: Il importe de se rendre compte que c'est le fait même de ne pas connaître la position du gouvernement sur quoi que ce soit qui inquiète la population.

M. l'Orateur: A l'ordre.

* * *

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LE TAUX D'AMORTISSEMENT ACCÉLÉRÉ ET L'EFFICACITÉ DE LA LOI SUR LES SUBVENTIONS—LES CONSULTATIONS INTERMINISTÉRIELLES

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au ministre de l'Expansion économique régionale s'il a consulté le ministre des Finances au sujet de la création d'un nouveau taux d'amortissement accéléré pour l'outillage et la machinerie, un changement qui pourrait aboutir à un affaiblissement sérieux de la loi sur les subventions au développement régional, surtout dans certaines régions des provinces atlantiques.

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Le député voudrait-il répéter la première partie de sa question?

M. McGrath: Oui. Je demandais au ministre s'il s'est renseigné auprès du ministre des Finances au sujet de la disposition prévue dans le budget concernant l'amortisse-

ment accéléré des coûts de l'outillage et de la machinerie, ce qui pourrait affaiblir les avantages des subventions versées en vertu de la loi sur les subventions au développement régional.

L'hon. M. Marchand: J'assistais à la réunion du cabinet lorsqu'a été discutée cette question.

M. McGrath: A quelles mesures songe le ministre en vue d'éviter cela?

L'hon. M. Marchand: Les prémisses sont fausses, monsieur l'Orateur.

[Plus tard]

M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire au ministre des Finances, à la suite de la question posée par mon honorable ami de Saint-Jean-Est. Le ministre songera-t-il à la situation où se trouvent les compagnies de fabrication et autres? Alors qu'elles ont reçu des subventions, on exige maintenant qu'elles défalquent la portion de la subvention applicable aux machines de production avant d'établir leurs déductions pour amortissement. Le ministre voudrait-il étudier ce point? Selon le budget présenté l'autre soir, il semble que le MEER réussit moins bien qu'autre fois à attirer l'industrie dans les régions désignées.

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Je n'accepte pas cette prémisse, mais j'étudierai certainement la question que le député a soulevée. En général, le changement annoncé dans l'exposé budgétaire devrait rendre les provinces atlantiques plus concurrentielles, et non seulement dans notre pays mais encore dans le monde.

* * *

LES TRAVAUX PUBLICS

LE RÉAMÉNAGEMENT DE CHURCHILL—L'INVASION DES OURS POLAIRES

M. Robert Simpson (Churchill): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre des Travaux publics. Elle a trait au programme de réaménagement exécuté de concert par les gouvernements fédéral et provincial à Churchill, au Manitoba. Le ministre nous dirait-il si l'on a décidé d'y inclure un incinérateur pour circonscrire ou décourager l'invasion des ours polaires à Churchill?

M. l'Orateur: Je doute qu'on doive répondre ici à cette question; elle devrait plutôt être inscrite au *Feuilleton*. J'ai l'impression que c'est le genre de question qu'il convient d'étudier au moment de l'ajournement.

M. Simpson: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Je croyais que le ministre allait se lever. Je voulais savoir tout simplement si l'on a pris une décision définitive.

L'hon. Jean-Eudes Dubé (ministre des Travaux publics): Non, monsieur l'Orateur, je n'allais pas me lever. J'irai aux renseignements et communiquerai avec le député plus tard.